Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/L-Argentine-prete-a-rompre-avec-les-recettes-du-FMI>

L'Argentine prête à rompre avec les recettes du FMI

- Argentine - Économie - Dette externe -

Date de mise en ligne : lundi 8 mars 2004

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Par Estelle Debiasi

El Correo, 8 mars 2004

[<http://www.elcorreo.eu.org/IMG/jpg/doc-133.jpg>] La date du Mardi 9 mars va-t-elle faire date dans l'histoire du FMI ? Une sorte de « mardi noir ». Ce jour là, l'Argentine doit verser au FMI 3 100 millions de dollars. Le fera-t-elle ? Alors que pour le moment (dimanche 7 mars), l'organisme international n'a toujours pas donné le moindre signe positif quant au renouvellement de l'accord « stand by » signé septembre dernier, alors que le gouvernement argentin a rempli les objectifs qui lui avaient été fixés par le FMI. Il les a même dépassés notamment en matière d'excédent fiscal.

Or depuis que Anne Krueger, directrice générale du FMI est en première ligne sur ce dossier (avec le départ de Horst Köhler), la situation semble s'être tendue. Celle-ci n'a pas été en mesure vendredi 5 mars de donner à Roberto Lavagna, ministre de l'économie, une date sur ce feu vert du FMI, lui rappelant que l'Argentine était en retard sur la publication du décret portant sur la désignation des banques chargées de renégocier la dette. En fait, si l'Argentine a pris du retard sur la publication de ce décret, c'est notamment parce qu'en cas de conflits juridiques sur les bons liés à la nouvelle dette restructurée, le FMI veut que ces soit les tribunaux de New-York qui soient saisis alors que l'Argentine veut que ce soit la justice argentine.

On pensait il y a encore quelques heures qu'il n'y avait que deux scénarios possibles ; il semble désormais qu'il y en ait trois.

- ▶ Premièrement : Arracher au FMI le moindre signal d'approbation pour la révision des objectifs de l'accord signé en septembre dernier avant l'échéance de paiement, c'est-à-dire jusqu'à lundi 8 au soir et en fonction de cela payer à temps, c'est à dire mardi.
- ▶ Deuxièmement : maintenir la situation sous tension jusqu'à mardi, passer de façon formelle en situation de défaut à partir de mardi 9 mais tout en négociant une façon de résoudre le problème dans les jours suivants avec le paiement de l'échéance.
- ▶ Le troisième scénario jugé plus extrême reviendrait à ne pas payer l'échéance, à se déclarer en défaut en arguant de la mauvaise foi du FMI à donner son approbation à l'accord alors que les objectifs ont été tenus. Une rupture politique qui obligerait à une prise de position les membres du G7 mais aussi d'autres pays endettés comme le Brésil.

Pour la première fois l'idée de rupture avec le FMI est apparue dans le discours de certains membres du gouvernement. Il s'agit ni de dramatiser, ni d'exagérer, mais cette hypothèse du défaut n'est pas écartée. C'est pourquoi le gouvernement travaille sur un « plan alternatif » à celui qu'il s'était engagé à tenir auprès du FMI. « C'est comme si nous nous détachions du fonds sans en sortir » a expliqué un économiste proche du gouvernement au quotidien Pagina 12. Une façon de mettre entre parenthèse les conditions imposées par le FMI.

D'autant que l'Argentine se trouve dans la meilleure position possible depuis longtemps pour adopter une telle attitude. Puisqu'elle va tenir un excédent budgétaire conséquent et supérieur à celui qui lui a été fixé. Pour mémoire, l'excédent fiscal fixé par le FMI en 2004 est de 3 % du PIB, le paiement des intérêts de la dette qui n'est pas en défaut concerne seulement 2,1% du PIB, reste 0,9 % dont l'usage pourrait être multiple, soit dédommager un peu mieux les créanciers privés, soit mettre de côté de quoi financer de des dépenses publiques qui accompagnent la relance de l'économie. Or, la dette en défaut cette année se monte à 3600 millions de dollars, et l'échéance à payer est de 3100, la différence entre ces deux chiffres est inférieure à l'excédent fiscal prévu initialement, qui est de 4400

dollars. Et si l'excédent est de l'ordre de 4%, cela ne signifie pas que l'Argentine va payer plus d'intérêt. Une bonne idée serait justement de faire une meilleure proposition aux créanciers privés détenteurs d'obligations, alors même que le pays entre en « défaut » vis-à-vis du FMI, ce serait un geste intelligent.

Car comme l'expliquait Joseph Stiglitz déjà en Août 2002 - la question n'est pas de savoir ce que l'Argentine va obtenir de l'argent, mais combien d'argent elle va en envoyer pour apurer les comptes du FMI, et lui permettre de poursuivre sa mécanique infernale d'endettement (Voir El Correo : [L'Argentine tourne en rond avec el FMI](#)) Un jeu d'écritures qui évite au FMI de voir un des pays qui a trop bien suivi ses recettes tomber en défaut, ce qui reviendrait à le mettre directement en cause.

Le fait de brandir l'existence de ce plan alternatif place la discussion sur un autre registre, et laisse penser que l'Argentine ne paiera pas tant qu'elle n'aura pas d'assurance du FMI sur l'issue de la négociation, si ce n'est l'approbation définitive. La position argentine est ferme. D'autant que pour le pays la course de haies ne s'arrête pas là ; en effet, en septembre prochain, le pays devra renouveler les conditions de cet accord et s'engager pour 2005 sur de nouveaux objectifs. Or d'ici là il y a encore une révision en juin. Il ne faut pas arriver en position de faiblesse, et ne pas limiter la politique budgétaire par des mesures trop restrictives, alors que la société sort à peine la tête de l'eau, et obérer ainsi les chances de relance.

Pour toutes ces raisons, nombre d'acteurs économiques, banquiers ou industriels, appuient l'attitude de fermeté du gouvernement.

La décision de se mettre elle-même en défaut n'entraînerait à court terme que peu d'effets selon plusieurs économistes. La question sensible est de savoir combien de temps va durer la croissance, et peut elle continuer sans que le pays ait la possibilité d'emprunter ? L'alternative serait que l'argent réservé au remboursement (et non versé) soit injecté dans la relance de l'économie, en rompant ainsi le cercle infernal de l'endettement auprès des organismes internationaux.

Il est clair que le monde est entrain de changer, puisqu'un petit pays se permet de défier les règles du FMI.